

Ville de Castelnaudary
Service Occupation
du Domaine Public

Opération 2026-0120

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DE L'AUDE

ARRETE DU MAIRE CD - N° 2026 - 175

AUTORISATION D'INTERVENIR SUR LE DOMAINE PUBLIC

TRAVAUX - 23 RUE DU 143E RI



Autorisation du 1er, 2ème et 3ème groupe



Autorisation du 4ème

Le Maire de Castelnaudary,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2212-1, L 2212-22-1, L 2213-1, L 2213-2 1er et 2ème et L 2213-6,

Vu le Code de la Voirie routière et notamment les articles L 115-1 à L 116-8 et L 141-2 à L 141-12, R 115-1 à R 116-2 et R 141-12 à R 141-22,

Vu le règlement de voirie de la Ville de Castelnaudary, adopté par délibération en date du 18 mai 2009,

ARRETE

Article 1 : L'autorisation demandée par

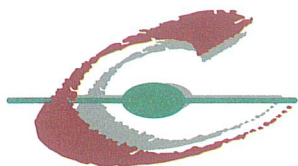
Pétitionnaire SASU SUD PROJECT	Entreprise chargée des travaux SASU SUD PROJECT
Adresse 4 BIS CHEMIN DU PIGEONNIER 11150 VILLEPINTE	Adresse 4 BIS CHEMIN DU PIGEONNIER 11150 VILLEPINTE
Date de la demande 12/02/2026	Téléphone 06 62 32 62 31
Lieu d'intervention 23 RUE DU 143E RI	Indicatif pour les pays étrangers
Description des travaux STATIONNEMENT	Fax
Description du matériel fixe et roulant de chantier au sol	Courriel benoit.sudproject@gmail.com
Début et fin des travaux du 24/03/2026 au 24/03/2026	

est accordée aux conditions mentionnées ci après

Mesures réglementaires

La signalisation temporaire est à la charge du pétitionnaire et devra être conforme à la réglementation en vigueur, Ne rien rejeter de solide (granulats ou sable) dans les réseaux Toutes les eaux de lavage devront être filtrées, ne rien dégrader, laisser la zone propre, Si cela s'avère nécessaire le revêtement et la structure de la zone utilisée sur le domaine public devront être reprises

Commentaires



Ville de Castelnaudary

Article 2 : les droits des tiers et ceux de l'administration sont réservés.

Article 3 : la signalisation nécessaire, résultant des mesures réglementaires à mettre en œuvre pour les travaux, doit être mise en place 72 heures avant l'ouverture du chantier sous la responsabilité de l'entrepreneur et du demandeur qui le fera constater par la police municipale.

Article 4 : les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et la répression en sera poursuivie conformément à la loi.

Article 5 : Ampliation du présent arrêté sera adressée à : Monsieur le Préfet, M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur des Services Techniques, M. le Chef de Corps des Sapeurs Pompiers, M. le Commandant de la Brigade Autonome de Gendarmerie Nationale, M. le Chef de la Stan, et au bénéficiaire pour notification.

Fait à Castelnaudary le mardi 17 février 2026

Publication le

25 FEV. 2026

Le Maire Adjoint



Jean François VERONIN-MASSET